



Conférence UFR Rapport de clôture Christophe Couderc, secrétaire général de l'UFR

C'est avec honneur et un brin d'émotion que je m'adresse à vous en clôture de la 13^e conférence de notre union fédérale des retraités.

Vous dire, oh combien je suis honoré de la confiance que vous venez de m'accorder à travers le vote de la Commission nationale en me confiant la responsabilité de secrétaire général de notre UFR. J'emprunterais le chemin tracé par Didier. Didier, j'ai été très touché et sensible à ta proposition, d'assurer cette nouvelle responsabilité.

Souvent, dans nos vies de militants, de femmes et hommes, notre pudeur naturelle nous empêche de dire les choses. Didier aujourd'hui je tenais à te remercier pour ton engagement et ta disponibilité durant toutes ces années de militantisme au sein de notre fédération et au-delà au sein de notre CGT.

Quelle belle coïncidence, que nos travaux se soient déroulés dans ce magnifique centre du CCAS. Dans un décor idyllique, au cœur de ce département de l'Hérault qui m'est si cher, avec la grande bleue en toile de fond, à quelques brasses de la patrie de Georges Brassens, Paul Valérie et Jean Vilar.

Sur les berges de Mare nostrum, qui à la fois lie les peuples du bassin méditerranée, mais aussi celle qui emporte dans ses flots déchaînés et jusqu'à la mort, nos frères et sœurs de classe, qui fuient leur pays, eux aussi, non pas par plaisir, comme certains candidats à l'élection présidentielle voudraient nous le faire croire, mais bien par nécessité. Oui, toutes ces femmes, hommes, enfants quittent bien leur pays pour fuir la guerre, la misère, la mort... tout cela conséquence du capitalisme qui exploite aussi bien les êtres humains que la planète !

Mes camarades, je pense que collectivement nous pouvons estimer que notre conférence, de par la qualité des échanges, des décisions votées et de par l'ambiance qui y a régné durant ces 4 jours, est un bon cru et sur cette terre languedocienne, terre des rouges du midi, nous en connaissons un bout, tant la viticulture y est enracinée, comme nous l'a si bien conté Claude ALRANQ mardi soir.

Tout cela n'était pas, de prime abord, acquis tant la situation inédite que nous vivons depuis plus de deux ans avec une pandémie qui frappe le monde entier rendait les choses incertaines. Situation à laquelle est venue se rajouter la guerre en Ukraine et la présence parmi nous dans le centre, de femmes et enfants ayant fui leur pays en est l'un des stigmates.

Ce conflit aux portes de l'Europe a été lancé le 24 février dernier par Poutine. La CGT a condamné dès les premières heures cette guerre. Avec son cortège de morts, de populations déplacées et en exil...

Poutine a pris la responsabilité du déclenchement de la guerre et de l'embrassement de l'ensemble de la région. C'est un échec pour tous, car la sécurité de l'Europe, de l'Ukraine et de la Russie est indissociable. Le président russe s'enfonce dans l'ultranationalisme et avec son gouvernement et ses

soutiens. Il porte la responsabilité militaire - au mépris absolu des instances multilatérales et du droit international - de cette guerre.

La responsabilité revient aussi à tous ceux qui ont nourri le feu de la confrontation aux portes de la Russie en laissant entendre que l'Ukraine pouvait intégrer l'OTAN.

Ce désastre pouvait être évité. L'histoire jugera. Dans l'immédiat, il est indispensable de protéger les populations civiles des deux côtés de la ligne de front.

Le terreau que cette guerre offre aux nationalistes, aux extrémistes de tous bords, en Russie, en Ukraine, en Europe, qui pousse à la guerre, à la haine, à la soif de vengeance est inquiétant.

La CGT est solidaire de toutes les forces de paix, en Ukraine, en Russie et en Europe, dans le monde qui se lève contre la guerre. Elle combat l'apartheid dont est victime le peuple palestinien.

Les peuples doivent se faire entendre, car ce sont eux qui sont en première ligne eux, qui sont toujours les victimes des logiques de force et des logiques guerrières.

Comme l'écrivait Paul Valéry « la guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent, mais ne se massacrent pas ».

Pendant ce temps, si la crise sanitaire que nous vivons depuis plus de deux ans passe au second plan, ses conséquences sur le plan de la santé des populations et aux premiers chefs des retraités restent présentes. Ces conséquences pèsent également sur la vie démocratique de nos organisations et nous pouvons nous réjouir d'avoir pu tenir cette conférence dans de bonnes conditions.

À quelques jours d'échanges politiques majeurs, certains et certaines voudraient nous dicter nos priorités. Durant nos travaux, nous avons prouvé que nous étions lucides et en capacité de dégager des revendications dans l'intérêt des retraités.

La réduction des dépenses publiques, l'insécurité, l'immigration, travailler plus longtemps... Ils n'ont que cela à la bouche !!

Ces candidats-là nous plantent un décor nauséabond et rétrograde pour nous détourner des vrais enjeux. Notre réponse syndicale doit être sans réserve, ce sont nos valeurs de paix, internationaliste, de solidarité, de fraternité, de justice sociale, de luttés contre toutes les formes des discriminations... qui doivent s'imposer dans le débat politique et dans la sphère publique et nos travaux y ont contribué.

Notre fédération a interpellé les candidats à l'élection présidentielle. Certains d'entre eux ont répondu et leur réponse a été diffusée dans la lettre fédérale du jour.

Le syndicalisme doit faire front ! Être à l'offensive et force de proposition !

Les questions sociales, malgré la guerre en Ukraine, restent la priorité de celles et ceux que nous croisons quotidiennement dans le cadre de notre activité syndicale, celles et ceux qui créent ou ont créé, par leur travail, les richesses de notre pays.

Dans ce débat, la question de l'augmentation des salaires, traitements et pensions, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, celle de l'emploi et du développement des services publics, symbole

de solidarité et d'égalité, est au cœur des préoccupations majeures du monde du travail. Nos débats d'hier ont confirmé cette réalité.

L'argent existe. Le montant des profits enregistrés l'an dernier par les quarante plus grandes entreprises s'élève à 37 milliards. C'est l'équivalent de 2,4 fois le budget de l'éducation nationale. À lui seul, Total a amassé 15 milliards d'euros. Jamais une entreprise française n'avait réalisé un tel profit.

Au même moment, des millions de personnes et parmi elles beaucoup de retraités sont contraintes de réduire leur chauffage, de se saigner pour faire le plein de carburant ou payer leur facture d'électricité ou de gaz, dont les prix se sont envolés de plus de + 60% en un an. Au passage, ENGIE a enregistré 3,7 milliards d'euros de profit en 2021.

Les actionnaires du CAC 40 eux se sont littéralement goinfrés. Le montant des dividendes qu'ils ont perçus l'an dernier a quasiment doublé par rapport à 2020.

Ils peuvent dire merci à Macron ! Pendant que son gouvernement continue de fermer des lits d'hôpitaux en pleine crise sanitaire, diminuait les allocations chômage, taxer de plus en plus les retraités.

Le modèle économique dans lequel nous vivons est devenu fou et dangereux. Le milliardaire Warren Buffet disait « il y a une guerre des classes. C'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner. »

Il n'y a jamais eu autant de travailleurs actifs et retraités pauvres. C'est-à-dire des personnes qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts...

Durant ces deux dernières années, certains ont redécouvert, du moins dans les discours, les bienfaits de nos services publics et de la Sécurité sociale qui pourtant ont été trop souvent décriés et mis à dure épreuve, par les mêmes.

La pandémie a renforcé les liens et l'attachement des citoyens à leurs services publics.

Ces derniers ne cessent de se dégrader depuis plusieurs années et avec eux l'accès aux droits fondamentaux. Ils sont l'héritage des conquêtes sociales et des choix politiques des générations précédentes, du Conseil National de la Résistance. Il convient plus que jamais de défendre et d'organiser des mobilisations unitaires populations, usagers, agents ; il est nécessaire de créer des emplois sous statut de la Fonction publique.

Non les services publics ne sont pas une dépense, mais bien un investissement pour l'avenir.

Ils sont le gage d'une égalité entre les citoyens, entre les territoires. Cette égalité constitue une des valeurs essentielles de la république ;

Le service public est aujourd'hui au cœur d'un débat de civilisation et la Fonction publique, qui en représente la partie la plus directement liée à la satisfaction des besoins fondamentaux et à la réalisation de la cohésion sociale, y tient évidemment une place essentielle.

Il convient de faire grandir la complémentarité revendicative entre industrie et service public.

Le service public et la Fonction publique ne sont pas une construction artificielle, mais bien le fruit de toute une histoire, de luttes : ils plongent leurs racines à la fois dans le lent et long processus de

constitution de l'état et dans l'exigence démocratique qui ont foncé notre république. Et, en même temps, ils sont toujours d'actualité.

De même, la protection sociale, la Sécurité sociale, sujets sur lesquels nous avons débattu durant notre conférence sont au cœur du débat électoral. À l'inverse des Zemmour, le Pen, Péresse et Macron et d'autres, il convient de ne rien lâcher sur nos revendications et rétablir quelques vérités.

Il en va ainsi pour notre système de retraite par répartition, pour notre caisse de retraite la CNRACL aujourd'hui mise à mal comme nous l'a brillamment exposé notre camarade Claude BARRÉ.

En 2019, la CNRACL avait perçu 21 milliards d'euros de cotisation et versé des pensions pour un montant équivalent. Mais en 2020, elle enregistrait un déficit de 192 millions d'euros, soit un ratio actif/retraité de 1,54 qui s'est fortement dégradé à la fois à cause de la baisse de recrutement de fonctionnaires, l'embauche de contractuels, le gel de la valeur du point d'indice et le départ important d'agents à la retraite.

Nous disons NON à tout allongement de la durée de cotisation ? Que ce soit un départ à 62, 65 ou 67 ans, OUI à la retraite à 60 ans à taux plein.

IL en va de même, avec la création de la 5^e branche de la Sécurité sociale, dénommée la branche de l'autonomie, gérée non pas par la sécu, mais la CNSA (caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) et dont le financement relève du contrôle de l'État, échappant ainsi au contrôle des organisations syndicales, avec l'instauration de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA), payée par les retraités, eux-mêmes.

Pour la CGT, il s'agit là d'une rupture historique du financement de la Sécurité sociale, excluant de fait les retraités, cassant la solidarité intergénérationnelle.

Nos riches débats ont également porté sur la place des retraités dans la société et dans la CGT. Dans les 15 prochaines années, 1/3 de la population sera en étude ou en formation, 1/3 en activité, et un 1/3 à la retraite.

37 000 territoriaux, chaque année, liquident leurs pensions. Avec l'évolution démographique des personnels de la Fonction publique territoriale, ils seront bientôt 95 000 à valider leurs droits à pension chaque année.

16 millions de retraités constituent un moteur pour le développement de la société. Les retraités, c'est 270 milliards d'euros injectés dans l'économie du pays.

Libéré.es des contraintes du travail, elles et ils ont un rôle social important aussi bien dans le domaine syndical, politique, familial, qu'associatif.

Nous sommes bien face à un enjeu de société majeur. C'est donc un enjeu revendicatif de première importance qui donne tout son sens au syndicalisme retraité.

Être syndiqué en activité c'est défendre ses conditions de travail et au-delà ses conditions de vie. Être syndiqué en retraite c'est continuer à défendre ses conditions de vie. Nous devons œuvrer à la convergence entre public et privé.

Un certain nombre d'adhérents de la CGT partant, ou plus exactement arrivant en retraite, font le choix d'assurer leur continuité syndicale par attachement à la CGT en continuant de cotiser auprès de leur syndicat, ou d'une section syndicale de retraité.

Mais combien d'adhérents, voire de responsables de nos syndicats se retirent chaque année persuadés de n'être plus utiles, de n'avoir plus rien à défendre privant leur syndicat de leur présence ? Privant l'organisation syndicale de l'expérience militante dont les plus jeunes pourraient jouir.

Mesurons, faisons mesurer l'utilité d'être, de rester syndiqué ou de devenir syndiqué à la retraite. Le syndicalisme CGT est reconnu par les salariés. Le dernier sondage Harris, commandé par la confédération, démontre une disponibilité des salariés actifs comme retraités de se syndiquer.

Être syndiqué retraité à la CGT, c'est être pleinement CGT et compter pour un.

Je me félicite que nos débats et nos orientations aient mis en évidence l'indispensable nécessité de travailler à la continuité syndicale en amont du départ effectif des camarades et l'organisation des retraités dans notre champ fédéral.

En partant du principe comme le disait Édith du Territoire de Belfort mardi, « la place des retraités dans la CGT, c'est là où ils se sentent bien », nous devons être en capacité de proposer aux futurs retraités comme à celles et ceux dont le contact a été provisoirement coupé de maintenir leur adhésion à la CGT.

Cela doit pouvoir prendre plusieurs formes :

- Que ce soit au sein de la section retraités de leur syndicat d'origine,
- ou au sein d'une section syndicale des retraités rattachée soit à un syndicat de territoire ou au syndicat des individuels.

Nos débats ont confirmé la diversité et la pluralité des situations. Les expériences sont nombreuses et riches d'enseignement.

En la matière, il convient de faire preuve de pragmatisme et de réalisme. Ce qui sera pertinent à Tours, ne le sera pas forcément à Toulouse, à Nîmes ou en Corse. Je pense qu'à travers nos propositions sur les formes d'organisation des retraités au sein de notre fédération et en cohérence avec les orientations de la fédération prises au 11^e congrès de Poitiers en 2015 et au 12^e congrès de Montpellier en 2019, nous couvrons toutes les situations.

Souplesse, convivialité, camaraderie, plaisir de militer ... tels sont les qualificatifs issus de nos débats pour décrire l'état d'esprit qui doit animer la syndicalisation des retraités.

Je ne doute pas que nos propositions soient reprises lors du prochain congrès fédéral en novembre 2023.

La campagne des élections professionnelles de décembre prochain constitue un RDV de première importance pour toute notre fédération, pour toute la CGT. Aussi l'implication des retraités y est essentielle et déterminante pour gagner.

La Commission nationale qui vient d'être élue et dont je félicite les membres, aura pour responsabilité de mettre en œuvre les décisions que nous venons de voter en lien avec les orientations de notre

fédération : développer la syndicalisation des retraités en mettant l'accent sur la continuité syndicale, impulser une campagne de syndicalisation, mettre tout en œuvre pour qu'une organisation spécifique des retraités existe dans chaque département, défendre la place des retraités dans la société, exiger l'augmentation immédiate des retraites et pensions, revendiquer le développement des services publics et exiger une présence humaine, s'engager pour la défense de la Sécurité sociale et de notre caisse de retraite la CNRACL et plus largement du système par répartition.

Dans ce cadre, la Commission nationale sera amenée à élaborer un plan de travail de mise en œuvre de nos décisions.

Sans plus tarder je vous propose de continuer à impulser la consultation nationale de l'UCR et de préparer activement un 1^{er} mai revendicatif et internationaliste. Mais également de promouvoir l'abonnement au magazine Vie Nouvelle et d'atteindre rapidement les 162 abonnements supplémentaires.

Mais c'est bien ensemble syndiqués actifs et retraités que nous devons agir pour gagner.

De ce point de vue, nous ne pouvons que nous féliciter de la richesse et la qualité de nos relations. Notre UFR est partie intégrante de notre fédération, la présence de Natacha, Secrétaire générale de notre fédération que je remercie, durant toute la durée de nos travaux en est la parfaite illustration. Cela constitue à la fois une force et participe à la solidarité et à la cohésion intergénérationnelle. Retraités / actifs même combat !

Quelle richesse, que de bons moments de partage, d'échanges durant ces quatre jours alliant débat politique, fraternité, culture, gastronomie, le tout avec une organisation aux petits oignons...

Merci à la direction sortante de l'UFR,
Merci à Christine, Nelly, Didier, François, Michel, Claude et Jean-François,
Merci à l'équipe administrative et technique Christine, Christine, Manu, Mathieu, Didier,
Merci à vous toutes et tous pour votre présence, pour vos sourires, pour vos éclats de rire, pour la qualité de vos échanges, de vos réflexions, de vos analyses...

Qu'elle est belle cette CGT.

« L'avenir de l'homme est la femme. Elle est la couleur de son âme. Elle est sa rumeur et son bruit. Et sans elle, il n'est que blasphème » Louis Aragon.

Vive notre Union Fédérale des Retraités.
Vive la fédération CGT des Services publics.
Vive la CGT !